

Crise laitière : La Confédération appelle les éleveurs à continuer à se battre pour leur avenir

mardi 30 août 2016, par [Confédération paysanne](#) (Date de rédaction antérieure : 30 août 2016).

Non, la crise n'est pas terminée !

30.08.2016 - 0,29 €/l de lait pendant cinq mois pour les producteurs de Lactalis... 0,27 €/l en moyenne sur l'année (c'était le prix moyen de l'année de crise 2009)... Non, les éleveurs et éleveuses ne s'en sortiront pas avec une aumône, même si elle soulagera certainement, un peu, leurs trésoreries. La satisfaction affichée à la sortie de la réunion fait surtout craindre que ce prix devienne une référence. Il faut pourtant au moins 0,35 € pour couvrir les coûts de production et rémunérer le travail ! On est donc bien loin d'avoir trouvé une solution à la crise.

On continue à détruire les paysans et dépenser l'argent public pour cacher un plan de communication qui dissimule mal le gigantesque plan de licenciement en cours des paysannes et paysans. Non, la crise ne sera pas terminée tant que des mesures de réduction obligatoire de la production ne seront pas mises en place au niveau européen. Non, il n'y a pas d'avenir pour les paysans dans une économie dérégulée. Oui, Il y a urgence à agir pour que les trésoreries retrouvent du souffle, pour que nous puissions simplement vivre. Oui, la Confédération paysanne appelle les éleveurs à continuer à se battre pour leur avenir.

* <http://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=4972&PHPSESSID=73oaifdfajsqki7eje9egvtdq1>

Crise laitière : Plan de licenciement massif engagé !

19.08.2016 - L'annonce des nouvelles mesures présentées lors du Conseil agricole de l'Union européenne du 18 juillet laissait craindre le pire. Son application en France confirme ces craintes : le gouvernement, à la demande insistante de la FNSEA [1], s'apprête à lancer un gigantesque plan de licenciement des éleveurs laitiers !

L'enveloppe débloquée à Bruxelles avait pour objectif de faire diminuer la production pour soulager le marché, mais sans préciser par quels moyens. L'argent des contribuables risque donc de financer des cessations d'activité en série, alors que celles-ci avaient déjà doublé par rapport à leur rythme habituel [2] ! Avec des prix qui sont descendus sous les 0,25€ le litre (0,35 € minimum sont nécessaires pour un revenu correct), les éleveurs sont déjà acculés par un système qu'aucun gouvernement européen n'a réellement souhaité remettre en cause. Désormais, des milliers d'entre eux pourraient être poussés vers la sortie.

Alors que tout le monde parle enfin de régulation, il est temps de mettre en place de véritables mesures pour les éleveurs avec une réduction imposée de la production couplée à des prix renforcés

sur les premiers litres. Il faut instaurer un tunnel de prix qui garantisse un prix minimum pour les producteurs européens. Au-delà, alors que se dessine la PAC [3] 2020, il est temps de penser le soutien aux éleveurs pour engager la transition vers des modes de production plus autonomes, plus cohérents avec la réalité du métier et des besoins alimentaires. L'agriculture est un secteur qui peut créer de l'emploi si on ne le vend pas à un libéralisme éperdu qui ne se préoccupe pas des travailleurs, ni de l'environnement, des paysages, de l'alimentation, de la société dans son ensemble !

* <http://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=4949&PHPSESSID=73oaifdfajsqki7eje9egvtdq1>

Notes

[1] http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/07/18/crise-du-lait-bruxelles-propose-une-rallonge_4971292_3234.html

[2] Idem.

[3] Idem